

Hanna Chérif¹
Jean-Yves Petiteau²

Le projet entre initiative citoyenne et commande publique. Le ménagement : un engagement dynamique de l'habiter dans la réalisation du projet

Dans le processus habituel de production de l'espace, sont dissociés les temps de réalisation du projet et celui de l'habiter. C'est une illusion confortable de distancier et reléguer l'initiative habitante à un espace-temps qui succède au projet considéré comme achevé. Les pratiques ou récits habitants ne sont pas une simple évaluation «après coup» d'un projet, mais l'énonciation et la mise en scène d'un rapport à l'habiter : le rite de passage d'un projet à l'épreuve d'une « réalité » (Lussault, 2013). Si la mobilité et le déménagement sont, sur l'ensemble du territoire, devenus rituels du processus de «ménagement» (Marié, 1989) ; les termes d'adaptation et d'assimilation sont incapables de rendre compte des échanges et interactions sur lesquels se construit chaque fois un rapport de reconnaissance et donc de citoyenneté. La reconnaissance de l'autre, par l'échange qu'il s'agissent des pratiques ou de la parole, implique sur l'ensemble du territoire, l'instauration de nouveaux rapports d'hospitalité.

À la différence des pratiques expérimentées dans des villes ou pays mobilisés par une action militante ; en France, la « participation » reste dans l'opinion publique l'héritière d'une utopie des années 60. A l'exception d'expériences où se sont engagées concrètement des personnes dans une aventure citoyenne, les initiatives de l'époque, n'ont guère été reconduites, les militants capables de proposer une démarche participative portent la mémoire d'un échec ou d'une nostalgie qui tend à démarquer leurs revendications d'une pratique légitime ordinaire. La nouveauté, est de voir Aujourd'hui, à Nantes, et dans des agglomérations d'une échelle comparable, les organismes chargés de l'aménagement de nouveaux quartiers ou de la réhabilitation des anciens faubourgs, passer commande sur des « projets incitant à la participation ». Ce déplacement de l'initiative citoyenne «participante» à celle des organismes publics chargés de l'aménagement urbain, engendre, dans la pratique, des hiatus et disfonctionnements qui modifient « l'art de faire » et le sens du terme «participation». S'il est légitime, après Henri Lefebvre, de rappeler le «droit à la ville» des citoyens, c'est parce que leur pratique de la ville et leur reconnaissance est un processus culturel et démocratique dont le sens dépasse et traverse chaque réalisation architecturale ou urbanistique. Pour échapper à toute emprise subjective, le récit des hommes politiques entretient au nom de la fonctionnalité et au service de la rationalité, avec l'abstraction, un rapport pervers parce qu'il dissocie le projet de ville du «projet de vie» de chaque habitant. Cette langue de bois recouvre tout échange et dialogue capable de négocier un projet dont le sens repose sur l'ouverture de chaque interaction. La participation est «stigmatisée» d'une crise de la technocratie. Ces critiques n'ont pas pour objectif de se débarrasser de la production de nouvelles pratiques et analyses.

Le projet participatif n'est pas un soin palliatif ou un pansement qui accompagne un projet urbain, mais bien une dynamique constructive qui sollicite la mise en œuvre d'une intelligence plurielle. L'espace ne s'efface pas au profit du temps. La distance est partie prenante d'un rapport d'interaction. Aucun partenaire de la négociation ne doit déléguer son emprise sur le sens. Si nous rapprochons ici la question de la participation de celle du projet, c'est bien parce que ce qui « se négocie » dans un rapport de

¹ Enseignante titulaire à l'ENSA de Nantes. Co-directrice du master Villes et Territoires

² Chercheur honoraire (CNRS au CRESSON (Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain), UMR – ENSA Grenoble

participation est une reconnaissance entre partenaires impliqués dans un processus de projet. Quand l'architecte, dans un autre niveau de la reconnaissance, trouve lien avec des partenaires qui travaillent soit le matériau soit la relation dans une articulation du projet, c'est d'articulation en articulation, d'interaction en interaction, que le métier d'architecte existe. Aucun modèle ne livre de méthode pour appréhender, construire une «fabrique de la ville». Après l'évaluation des compétences professionnelles, sociales et politiques des acteurs reconnus, un dernier effort est nécessaire : celui de reconnaître la capacité des paroles et pratiques citoyennes à produire un projet de ville. A l'énoncé de ces éléments, il est possible de conclure que les rapports sociaux demeurent foncièrement inscrits dans l'espace et dans le temps.

La « négociation », ou autrement dit le « faire avec » (Lussault, 2007) est la question permanente de cette approche. « La méthode des itinéraires » a pour vocation de reconnaître les articulations sur lesquelles les différents partenaires produisent une parole et des actes. Elle est un travail d'énonciation qui précède, accompagne et fait retour sur l'élaboration d'un récit où s'énoncent à chaque étape les questions de l'aménagement et celles du ménagement sur lesquelles s'articule un projet. Le métier d'architecte, s'il est devenu une profession hybride entre architecture et urbanisme, n'est plus seulement reconnu comme celui de l'auteur d'un bâtiment ou d'un édifice achevé. L'architecte est devenu aussi « un intercesseur » (Guattari, 1989). Son rôle est moins celui d'un acteur dominant, chef d'équipe ou responsable d'une hiérarchie des valeurs ou fonctions culturelles, que celui d'un écoutant, capable de mettre en relation des connaissances et des hommes dans des situations paradoxales ou énigmatiques, révélatrices d'une évolution ou d'un changement. L'architecte n'est pas l'ennemi de la participation (Kroll, 2013) Nous interrogerons le projet architectural et urbain, dans sa fabrication et sa finalité. Le projet devrait reconnaître l'inachevé (Siza, 2012) comme une valeur dynamique, en attente et préparation d'une nouvelle mutation. Si nous valorisons la notion d'inachèvement, ce n'est pas pour dévaloriser la dimension concrète et matérielle du projet. C'est précisément pouvoir intervenir là où se jouerait un nouveau rapport au projet.

Comment l'espace-temps contemporain modifie-t-il la traditionnelle représentation des rôles entre ceux qui pensent et fabriquent la ville, et ceux pour qui la ville est pensée et fabriquée ? Comment certaines notions, telles que celles de résistance, de mémoire, d'engagement, révèlent les contradictions d'un objet dynamique et de sa production ? Comment temps et espace s'articulent dans les différentes formes actuelles de luttes ?